

- [Page d'Accueil](#)

# FRANCE AMERIQUE LATINE

Amitiés - Découvertes - Voyages - Solidarités - Cultures - Magazine

[ [Page d'accueil](#) | [Notre raison d'être](#) | [L'adhésion à FAL](#) | [Le FALmag](#) | [Renseignements sur FAL](#) ]

## DE PORTO ALEGRE À MUMBAÏ, LE FSM A RÉUSSI SA MONDIALISATION !

Mumbaï a fait entrer le mot « populaire » dans le vocabulaire du Forum Social Mondial (FSM), pour cette quatrième édition hors du Brésil. Le peuple était présent dans les rues et les allées du Forum comme jamais auparavant : cela représente un véritable tournant.



Place centrale de Mumbaï

Il faut dire que la pauvreté et la misère en Inde prennent une dimension révoltante, qui la dispute à l'odieux tant la dignité humaine est foulée au pied, tant le contraste est présent à tous les coins de rue entre les exclus, les Dalits (les intouchables), et les plus riches. Ces maux illustrent l'échec des organismes internationaux, comme l'ONU, la Banque Mondiale et le FMI pour faire respecter les droits de l'Homme, les droits politiques, les droits économiques et les droits sociaux.

Cette dignité, les Dalits présents en grand nombre au FSM, par leur mobilisation, par leurs luttes, l'ont porté avec force pour tous les « Sans » ou les « No Vox » de la planète.



Manifestation de femmes indiennes

Il en est de même de bien autres catégories sociales comme les paysans en lutte, les femmes (contre la violence et le patriarcat) et les enfants manifestant pour un monde sans travail infantile.

Si les indiens étaient évidemment majoritaires avec leurs forces militantes considérables, nous avons pu aussi

entendre les Népalais en lutte contre la répression, les Birmans contre la dictature, les Coréens contre l'expulsion des travailleurs immigrés, les Tibétains pour le respect de leur culture et leurs droits,...

Plus globalement, **l'Appel des Mouvements Sociaux** à l'issue du FSM, a réaffirmé que « nous luttons pour la justice sociale, le droit aux ressources naturelles (la terre, l'eau, les semences), les droits humains et citoyens, la démocratie participative, le droit des travailleurs et des travailleuses tel qu'énoncé par les traités internationaux, le droit des femmes et le droit des peuples à l'autodétermination. Nous sommes partisans de la paix et de la coopération internationale et défendons des modèles sociaux soutenables, capables de garantir les droits élémentaires et les biens et services publics aux personnes. Nous rejetons la violence sociale et patriarcale faite aux femmes. Nous condamnons la perpétuation de la violence et de l'oppression contre les femmes par le biais de modèles et de pratiques culturelles, religieuses et de traditions discriminatoires.

*Nous appelons à nous mobiliser le 8 mars prochain, journée internationale pour les droits des femmes.*

*Partout se multiplient les luttes destinées à empêcher les privatisations, à inverser la logique qui les promeut, et à protéger les biens communs et leur caractère public - telles les luttes menées en Europe pour défendre les retraites et la sécurité sociale. La victoire du peuple bolivien et de sa gigantesque mobilisation pour défendre ses ressources naturelles, la démocratie et sa souveraineté témoigne de la force et de la puissance de nos mouvements, alors que simultanément se développent les luttes paysannes contre les transnationales et les politiques agricoles néolibérales, avec pour exigence la souveraineté alimentaire et une réforme agraire démocratique.*

*Nous appelons à l'unité avec les paysans et paysannes lors de la mobilisation mondiale du 17 avril, journée internationale de lutte paysanne.*

*Nous nous identifions aux luttes des mouvements et organisations populaires indiens, et condamnons avec eux les forces politiques et les idéologies qui encouragent la violence, le sectarisme, l'exclusion, et le nationalisme en s'appuyant sur la religion et l'ethnicité. Nous condamnons les menaces, arrestations, tortures et assassinats de militants sociaux qui organisent les communautés dans leur lutte pour la justice globale, et nous dénonçons la discrimination fondée sur les castes, les classes, la religion, le genre, l'orientation sexuelle et l'identité de genre.*

*Le capitalisme, en réponse à la crise de légitimité qu'il connaît, utilise la force et la guerre pour maintenir un ordre économique impopulaire. Nous exigeons des gouvernements qu'ils mettent fin au militarisme, à la guerre, et qu'ils mettent un terme aux dépenses militaires. Nous exigeons également la fermeture des bases militaires nord-américaines, où qu'elles se trouvent, parce qu'elles constituent une menace pour l'humanité et la planète. Nous devons suivre l'exemple de la lutte du peuple portoricain, qui a obtenu la fermeture de la base militaire états-unienne de Vieques. »*

Mais Mumbai, pour nous Européens, Américains, Africains, a été l'occasion de poursuivre et d'élargir le débat entrepris lors du dernier Forum Social Européen en région parisienne sur la construction d'un nouveau Monde.



Jacky Châtaigner en délégation pour FAL

Les séminaires et les conférences ont aussi repris avec force la question de la privatisation des services publics comme ceux de l'éducation, la santé, les communications ou l'eau, après l'échec de CANCUN, moins pour en faire le constat que pour la recherche de contre-propositions, pour élaborer ensemble des stratégies

face aux multinationales, face aux politiques libérales sous ses différentes formes.

*Avec l'appel des mouvements sociaux « ... nous opposons notre voix aux réunions du G8, du FMI et de la Banque mondiale, principaux responsables de la spoliation des peuples. Nous rejetons l'imposition d'accords régionaux ou bilatéraux tels que la ZLEA, l'ALENA, l'Euro-Med, et l'ASEAN. Nous sommes des millions à mener la lutte et à unir nos mobilisations contre un ennemi commun : l'OMC. Les peuples indigènes luttent contre tout brevetage du vivant et toute atteinte à la biodiversité, à l'eau, à la terre, à l'environnement, à l'éducation et à la santé. Nous sommes des millions à nous opposer à la privatisation des services publics et à partager nos luttes avec les jeunes et les étudiants qui revendiquent leur droit à l'enseignement public et à un emploi digne leur assurant un avenir sans pauvreté ni violence. Nous appelons chacune et chacun à se mobiliser pour l'eau, droit fondamental et source de vie à écarter de toute privatisation. Nous appelons en outre à reprendre le contrôle des biens communs et des ressources naturelles qui ont été livrés aux mains des intérêts privés et transnationaux. L'agriculture, l'alimentation, la santé, l'eau, l'éducation, les ressources naturelles et les biens communs hors de l'OMC ! »*

Malgré l'intérêt que représente un tel Forum, des débats ont lieu sur la multiplicité de ces rendez-vous internationaux, dont le nombre sans cesse croissant chaque année rend de plus en plus difficile la mise en place d'actions concrètes dont nous avons besoin, du nécessaire relais sur le terrain.

Si l'échange et la construction de Réseaux demeurent une dimension essentielle de ces Forums, il n'en reste pas moins que leur vocation c'est la recherche d'une meilleure efficacité.

De retour de ce FSM 2004, après Mumbai, on mesure encore plus l'ampleur du chantier, le niveau de mobilisation nécessaire pour imposer une nouvelle gouvernance mondiale, une mondialisation de partage et de solidarité.

S'agissant de l'Amérique latine, la participation la plus forte fut celle des brésiliens, puis des délégations plus modestes comme celle des boliviens, des salvadoriens, équatoriens, nicaraguayens, haïtiens et cubains, ... voire très peu présentes comme les pays du cône sud, ou seulement au niveau des parlementaires comme le Venezuela.

Une plénière a eu lieu sur l'Amérique latine, mais on peut déplorer la composition du panel où étaient absents les européens, les étasuniens ou les africains. Son thème fut « Dette, marche libre et militarisation : la stratégie impérialiste aux Amériques et la résistance contre elle », présidée par **Blanca Chancoso (CONAIE, Equateur)**. Il y fut beaucoup question d'un des thèmes que nous avons abordé lors du FSE, celui des tentatives de ruptures au niveau des politiques d'Etat, et des espoirs déçus comme des espérances.

D'une manière générale, il y eu peu de séminaires ou ateliers abordant l'Amérique latine, et une partie d'entre eux ne se sont pas tenus. Pour ce qui nous concerne, FAL a organisé trois séminaires à Mumbai, qui ont tous eu lieu, malgré un temps de préparation très court (15 jours) :

**S'agissant du séminaire sur les Accords économiques entre l'Europe et l'Amérique latine**, il a repris les idées fortes du FSE avec de nombreux et divers intervenants, tout en s'attachant très concrètement aux conditions de la mise en place d'un contre sommet à Guadalajara au Mexique en mai 2004.

A court terme, quatre points ont été retenus :

- Développer un réseau relationnel du mouvement social avec les parlementaires et les syndicats, notamment dans les entreprises concernées ; mettre en place un collectif de préparation au niveau européen pour ce qui nous concerne, et latino-américain pour nos interlocuteurs latinos.
- Informer, en partant des réalités locales (comme l'affaire PARMELAT en Italie) de la réalité de ces accords et de leurs conséquences ; créer un document d'information pour une large diffusion en France et en Europe.
- Intervenir auprès des gouvernements et des groupes politiques ; agir dans le cadre des prochaines élections européennes en organisant notamment un grand débat sur ce thème pour interpeller les futurs

candidats.

- Construire de cette manière le Contre sommet en proposant une présence la plus nombreuse et pertinente possible à Guadalajara.

A moyen terme, il nous faut passer de la solidarité à la mutualisation des luttes, mettre en place l'Observatoire des luttes sociales en Europe et Amérique latine en partant des réseaux qui existent déjà et en intégrant la ZLEA, la privatisation des services publics, le respect de la charte des droits fondamentaux de l'OIT, notamment en ce qui concerne les droits syndicaux,...

C'est ce dernier point qui a été repris dans le second séminaire consacré aux nouvelles formes de luttes sociales en Amérique latine et leur convergence avec l'Europe, qui a attiré de nombreux délégués non organisés d'Europe et d'Amérique latine. Ont été abordé les différents types de luttes sociales, populaires, contre la guerre ou contre le néolibéralisme, leurs diversités de formes, leur ampleur, en soulevant à nouveau la nécessaire mutualisation des luttes en communiquant plus à ce sujet et en informant plus de ce qui se fait des deux cotés de l'océan. **L'idée de la mise en place d'un Observatoire des luttes sociales** est revenue, avec pour le moins, la création d'une banque de données.



Séminaire : « Nouvelles formes de luttes sociales en Amérique latine »

On a beaucoup parlé de la Colombie, et du projet d'une CCODH (commission civile d'observation des droits de l'Homme) qui devient une des priorités.

**Enfin avec le thème de « l'Esclavages d'hier, esclavage d'aujourd'hui : Haïti, les défis de la reconstruction » FAL et le Collectif Haïti de France ont été fiers d'avoir présenté un tel atelier qui a été un de ceux qui fut le plus suivi**, et où des personnalités diverses étaient présentes comme le maire de Sainte-Anne et un autre conseiller général de la Martinique, un représentant des mouvements de luttes de la République dominicaine, d'association africaine, états-uniennes, allemandes,...

Entre et faisant suite à plusieurs exposés de Camille Chalmers, Claude Quemar, Lionel Fleuristin, une synthèse des propositions issues de ce séminaire a été dressée en fin de cette rencontre comme :

- Mise en place du Forum social thématique en 2004 ;
- Construction du Forum social caraïbéen en 2005 ;
- Inscription de la problématique d'Haïti dans la lutte contre la ZLEA et les Accords économiques européens ;
- Action contre les dettes (réparation, rançon et dette extérieure) ;
- Intervenir au niveau de l'union Européenne, au sujet des aides gelées ;
- Développer l'aide à l'Education, et l'information dans les manuels scolaires sur la réalité de la Révolution haïtienne de 1804 ;

- Proposer que soit hissé le drapeau haïtien dans les mairies de France pour le 14 juillet ;
- Organiser un grand débat avec la ville de Paris ;
- Susciter une campagne du mouvement social pour la reforestation d'Haïti ;
- Intervenir contre l'exclusion ou la mal-occlusion paysanne ;
- Valoriser le Projet national haïtien en Europe ;
- Dénoncer la violence et la répression ;
- Etablir le lien avec l'Afrique et l'Amérique du Nord.

A Mumbaï comme au dernier FSE, nous avons insisté sur l'idée selon laquelle l'amélioration des relations entre l'Union européenne et l'Amérique latine passe par des réductions des asymétries structurelles et financières de l'échange, par la reconnaissance du pillage historique dont le « nouveau monde » a fait l'objet et par celle des avantages qui découleraient du renforcement du patrimoine culturel commun. L'Europe pourrait aussi jouer un rôle important dans l'impulsion au niveau international d'une reconnaissance des droits et cultures indigènes et de l'utilisation des instruments juridiques existants.

L'Union européenne doit engager des actions urgentes envers l'Amérique latine. Entre autres, augmenter qualitativement et quantitativement la coopération dans la perspective d'un développement solidaire, tenir les engagements qu'elle a pris : à l'OMC au sujet de sa politique agricole commune, au forum de Monterrey au sujet du financement extérieur, au Sommet de Kyoto au sujet de l'environnement, devant les citoyens européens, au sujet de la paix et de l'équilibre du monde. Une Europe sociale est à construire et le projet de constitution européenne ne va pas dans ce sens ; il faut rejeter l'approche libérale du projet de constitution européenne. Un travail doit être aussi mené en direction des mouvements des sans papiers.

Ce travail repris à Mumbaï, lors du 4<sup>ème</sup> Forum Social Mondial, doit se poursuivre tout au long de l'année en France comme en Europe, en mettant en œuvre les orientations ainsi définies, et dont FAL se veut, avec le Collectif français pour l'Amérique latine et la Caraïbe, être comptable en commençant par le rendez-vous de Guadalajara (Mexique) des 27 et 28 mai prochain, mais aussi le Forum Social Amérique-latine de Quito, fin juillet avant de se retrouver à Londres pour le 3<sup>ème</sup> Forum Social Européen.

Les derniers Forums que nous avons vécus, marqueront assurément un tournant dans le travail des alter mondialistes européens en liens avec l'Amérique latine, pour mutualiser nos luttes afin de construire ensemble un autre monde.



*Jacky Châtaigner, membre de la délégation FAL avec les représentantes des syndicats indépendants mexicains des Maquiladoras (usines tournevis).*

Fabien Cohen

Secrétaire général de FAL

Membre de la délégation à Mumbai

**DE PORTO ALÈGRE À MUMBAI :**  
**MONDIALISER LES RÉSISTANCES À L'ORDRE LIBÉRAL**

---

*Le quatrième Forum Social Mondial (FSM) et le premier hors de sa base natale, Porto Alegre, au sud du Brésil, symbole de la démocratie participative, s'est déroulé à Mumbai (Bombay au temps de la colonisation britannique) du 16 au 21 janvier 2004, au cœur du continent asiatique où vit ou plutôt survit la moitié de la population mondiale.*

---

#### Le FSM à Mumbai : une délocalisation réussie

La migration du FSM du continent latino-américain vers *la plus grande démocratie du monde* constituait une gageure tant le contexte politique, social, culturel, indien présente des caractéristiques propres à l'Asie, dissemblables à bien des égards de son fief brésilien.

Ce pari a été gagné, même s'il est difficile, à ce stade, de tirer un bilan exhaustif d'un événement complexe, tant dans son processus de constitution que dans sa réalisation, associant des forces sociales très diverses, en termes d'orientation ou de mode de fonctionnement.

Dénoncer les méfaits de la mondialisation capitaliste, le creusement des inégalités dans une mégalopole de 18 millions d'habitants, ville portuaire emblématique des contradictions du sous-continent indien, ne relevait pas d'un choix arbitraire.

Avec environ 1/6<sup>ème</sup> de la population mondiale vivant en Inde, Mumbai constituait l'un des lieux les plus pertinents pour dénoncer la globalisation économique et, en particulier, ses effets dévastateurs dans les pays du Sud, saignés par la dette et les plans d'ajustement structurel.

Après des décennies de développement autocentré, consécutivement à l'indépendance, l'union indienne est entrée progressivement dans les processus de mondialisation, selon des rythmes différenciés suivant les régions, au début des années 1990 :

- libéralisation progressive de l'économie ;
- ouverture au libre-échange ;
- implantation des filiales des multinationales ;
- sous-traitance généralisée des services et de l'informatique.

Cela permet d'afficher un taux de croissance à deux chiffres et des indicateurs macroéconomiques dopés ; pourtant plus de la moitié de la population vit dans des conditions infrahumaines, dans d'immenses *slums* (bidonvilles) quadrillant l'agglomération, s'insérant dans les moindres interstices urbains.

L'Inde, terre de contrastes : ces clichés de prospectus publicitaires des tours opérateurs trouvent pourtant ici une traduction quasi littérale.

Palaces de luxe, immeubles en verre et en acier, centres commerciaux rutilants jouxtent des baraquements de fortune (ou d'infortune) dans un puzzle inextricable.

Spectacle accablant que ces dizaines de milliers de résidents, vivant en dessous du seuil de pauvreté, squattant les trottoirs, sous les ponts des voies express, à la sortie même de la friche industrielle du Nesco, site de la banlieue nord de Mumbai où se tenait le FSM.

Promiscuité et hygiène hasardeuse sont le lot quotidien, en absence de système d'adduction d'eau et d'évacuation des eaux usées. C'est une démonstration de l'efficacité de la main invisible du marché en matière de satisfaction des besoins sociaux et de respect des droits les plus élémentaires de la personne humaine.

#### Un forum populaire et déterminé

Le processus du FSM en Inde n'était pas joué d'avance, tant les obstacles à surmonter étaient nombreux, à commencer par les divisions des mouvements sociaux indiens : rapports parfois conflictuels entre organisations par exemple, entre les ONG et certains syndicats ou entre les mouvements populaires d'inspiration gandhienne, non liés à une quelconque formation politique et les organisations de masse dépendant organiquement des partis politiques.

Le coup d'essai réussi du Forum social asiatique d'Hyderabad, en janvier 2003, suivi de forums sociaux régionaux dans de nombreux Etats de l'Union indienne ont permis de fédérer des composantes diverses d'implantation essentiellement régionales et dont les habitudes de travail dans un cadre commun étaient antérieurement réduites, voire inexistantes.

Le choix de Mumbai visait à élargir la démarche du FSM au continent asiatique, en intégrant des réalités sociales et géographiques marginales dans les éditions précédentes où la participation était principalement euro-américaine.

Au delà du choc culturel ressenti par nombres de participants en provenance des autres continents (dont un millier de français), ce rassemblement était marqué par l'irruption des mouvements populaires indiens présents par délégations massives.



Fabien Cohen et Jacky Chataigner

s problématiques des luttes et des démarches de résistance au

« rouleau compresseur » du libéralisme et des discriminations. Tous les secteurs de la société indienne, aussi divers que peut être l'Europe par ailleurs, impliqués dans ses luttes étaient représentés par : -

- des syndicalistes du secteur public en voie de démantèlement ;
- des entreprises privées et secteur informel ;
- des ONG environnementales ;
- des syndicats agraires pour la souveraineté alimentaire et contre les OGM ;
- la présence massive des organisations des *Dalits* (les Intouchables) et des hors castes ;
- les minorités ethniques (Adivasis) ;
- les associations féministes en lutte contre la maltraitance et les violences patriarcales ;
- les associations s'opposant à la montée des intégristes notamment le fondamentalisme hindouiste.

On pourrait remplir des pages entières pour simplement recenser les thématiques et les luttes représentées.

Certes, ces discriminations préexistaient à la mondialisation contemporaine, pilotée par les transnationales, les gouvernements et les institutions financières multilatérales à leur service : Fonds monétaire international (FMI), Banque Mondiale, Organisation Mondiale du Commerce (OMC)...

La globalisation planétaire, loin de diluer ou de résorber ces inégalités, contribue à les pérenniser, voire à les amplifier. Ainsi, l'attribution de quotas, forme de discrimination positive afin de faciliter l'accès des hors castes aux emplois publics, est fortement entamé par les politiques libérales de réduction de l'appareil d'Etat et des collectivités territoriales.

Cette effervescence multiforme, cette vitalité se traduisaient plus dans les allées du périmètre du forum, sillonnées en permanence par des cortèges festifs et protestataires, que dans certains séminaires. Certaines conférences revêtaient parfois des aspects un peu conventionnels ou drainaient des auditoires restreints, sauf quand certains mouvements de masse investissaient ces espaces pour tenir des assises. Cet élargissement de la base sociale du FSM constitue une étape pour le mouvement altermondialiste et enclenche une nouvelle dynamique pour les mouvements sociaux.

L'avenir nous dira si au-delà de cette fragmentation de la société indienne le FSM produira des effets durables dans la situation du sous-continent indien.

Les convergences tissées entre ces mouvements sont évidemment percutées par des difficultés multiples, notamment la diversité linguistique : 13 langues nationales coexistent et seule une minorité de la population maîtrise l'anglais.

Cette pluralité des expériences des mouvements sociaux se répercute dans des formes d'apparition reliant mots d'ordre revendicatif et expressions culturelles : musique, chant, danse, théâtre, mime, mandala (dessin symbolique sur le sol confectionné à l'aide de poudres multicolores).

Les quelques considérations qui précèdent ne visent évidemment pas à rendre compte de la complexité de ces mouvements sociaux, dans un contexte culturel insaisissable à bien des égards pour un *regard occidental*, non suspect a priori d'eurocentrisme.

Il faut prendre la mesure des difficultés financières récurrentes rencontrées par le comité indien d'organisation :

- aucune subvention ni soutien logistique de la part de la municipalité de Mumbai contrôlée par un parti régionaliste d'extrême droite hindouiste ;

Pourquoi pas l'Afrique en 2006 si les conditions sont réunies ? Faut-il alterner forums mondiaux et continentaux (comme le Forum Social Européen) au même rythme, au risque de s'épuiser et nuire à une bonne restitution des travaux réalisés lors de ces forums ?

France Amérique Latine, à l'échelle de ses forces, doit poursuivre sa participation au mouvement altermondialiste qui, plus que jamais, ouvre des perspectives s'inscrivant pleinement dans notre activité de solidarité et d'amitié entre les peuples.

**D'autres mondes sont possibles comme le proclament les Zapatistes du Chiapas.**

**Une autre Amérique latine est possible. Construisons là !**

Jacky Chataigner